

« L'économie sociale et solidaire doit devenir une ambition politique au niveau de l'Union Européenne »

POUR UNE EUROPE DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES

Mai 2019

Les élections européennes du 26 mai 2019 constituent une opportunité historique d'assurer la participation des citoyens dans la construction de l'avenir de l'Union européenne. Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire (ESS) est déterminée à contribuer au façonnement d'un avenir basé sur le **développement durable** et sur le progrès économique et social à travers une Union européenne fondée sur la coopération, la démocratie, la solidarité et le respect de sa diversité, l'innovation et la citoyenneté active.

Partout des initiatives citoyennes innovantes et solidaires émergent sur les territoires pour apporter des solutions économiques et sociales qui n'attendent que d'être structurées et amplifiées. Elles sont relayées ou initiées par des politiques publiques, notamment territoriales, créant des écosystèmes favorables à leur développement. L'Europe peut aider à multiplier ces solutions au travers d'un soutien résolu à l'économie sociale & solidaire. Celle-ci propose un modèle de fonctionnement qui réconcilie l'économique et le social au cœur des territoires et dans la durée.

Ces initiatives portent des valeurs communes : une finalité sociale ou d'intérêt général, une réinternalisation des profits et une gouvernance démocratique et participative. Par leur respect, elle offre des voies de solutions aux nombreux défis sociétaux auxquels le modèle actuel de croissance peine à répondre, en partie parce qu'il est la cause de ces dysfonctionnements.

Des atouts face aux dysfonctionnements économiques

Cette approche économique apporte des réponses aux défis de la globalisation, de la financiarisation excessive du monde économique, de la perte de confiance des citoyens vis-à-vis des décideurs publics, du manque de démocratie en entreprise et de l'égalité homme-femme.

L'économie sociale & solidaire ancre ses activités, sur le territoire. C'est une économie de proximité. Elle contribue ainsi à atténuer la délocalisation du tissu productif au gré de la globalisation.

L'économie sociale & solidaire protège ses entreprises des dérives financières par la réinternalisation des profits et assure la subordination du capital à l'entreprise et à ses salariés. L'humain passe avant le capital.

L'économie sociale & solidaire procède par co-construction des politiques publiques et allie l'ensemble des parties prenantes avec la volonté de reconnaître la place de chacun. Elle permet aux citoyens simples bénéficiaires d'actions publiques de participer à leur conception et à leurs mises en œuvre. Elle accompagne les volontés individuelles de solidarité pour amener les citoyens à s'engager dans du collectif. Cette coopération crée les conditions pour un renouveau de confiance envers les décideurs publics.

L'économie sociale favorise aussi la démocratie participative en entreprises. Ses usagers ou salariés peuvent participer au choix des objectifs et des modalités de mise en œuvre des activités des entreprises de l'économie sociale par son processus-même de décision basé sur le principe "une personne, une voix".

L'économie sociale & solidaire est pourvoyeur non seulement d'emplois, mais surtout d'emplois de qualité, c'est-à-dire d'emplois stables avec un contrat, une protection et un accès à du collectif et qui donne du sens pour celui qui l'exerce. Un sens au travail qui séduit de plus en plus de jeunes.

L'économie sociale peut favoriser le développement des mutations entrepreneuriales qui sont nécessaires au monde de la culture : pratiques plus coopératives, entrepreneuriat plus efficace dans le respect du principe de lucrativité limitée, et refus de la marchandisation de la culture. Elle joue partout un rôle reconnu d'intégration des réfugiés en support aux politiques nationales : apprentissage des langues, acquisition de compétences et intégration dans le marché du travail. Elle répond aux besoins d'aide à la personne, de soins médicaux, de logements à prix abordables ou de lutte contre la précarité et contribue au bien-être et à la cohésion sociale. Acteur du changement, l'économie sociale est devenue un intermédiaire indispensable dans la mise en œuvre de nouvelles formes de politiques publiques actives.

Outre ces effets bénéfiques celle-ci répond à de nombreuses demandes exprimées par les citoyens comme acteur significatif de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique.

L'économie sociale & solidaire n'est pas une utopie : elle est déjà une réalité économique dans l'Union Européenne. Elle concerne une entreprise sur 10, emploie une force de travail de 13,6 millions de salariés et 5,5 millions de bénévoles et génère 8% du PIB européen.

Plaidoyer pour une politique européenne ambitieuse

L'économie sociale n'est pas un remède miracle. Mais pour apporter des voies de solutions aux enjeux européens, elle doit changer d'échelle et devenir une ambition politique au niveau de l'Union Européenne. Une ambition politique pour mettre en œuvre le Traité sur l'Union européenne: "L'Union ... œuvre ... pour une économie sociale de marché.." (Article 3§3). Des prises de conscience politiques émergent dans la plupart des pays européens et dans les institutions européennes. Des mesures de politique économique s'y mettent en place ou sont renforcées. Elles doivent être amplifiées par des actions structurantes.

Cela requiert d'abord une volonté politique affichée au plus haut niveau des responsables politiques européens, en particulier du futur président de la Commission, pour assurer sa visibilité et développer une politique européenne de l'économie sociale au même titre que les grandes politiques européennes commerciales, agricoles, monétaires ou régionales.

Cela requiert ensuite une priorité programmatique donnée à l'économie sociale pour la période 2021-2027 par la création d'un programme dédié et par la mise en place d'un Plan d'Action Européen par la prochaine Commission.

Pourquoi pas un "Erasmus de l'économie sociale" ?

Doté de 3 milliards d'Euros, il aurait un triple objectif : promouvoir l'éducation de l'entrepreneuriat social, développer le partenariat transeuropéen entre entrepreneurs sociaux (présents ou futurs), représentants d'éco-systèmes ou organisations de l'économie sociale et favoriser le partenariat entre autorités publiques nationales et territoriales pour échanger les bonnes pratiques.

Cela requiert enfin des modifications institutionnelles dans la Commission européenne afin qu'un de ses Vice-présidents ait dans son portefeuille la responsabilité de promouvoir l'économie sociale et d'assurer son intégration coordonnée dans diverses politiques européennes. Cela requiert le renouvellement de l'Intergroupe du Parlement Européen sur l'économie sociale soutenu pendant le mandat 2014-2019 par 80 député(e)s de 6 groupes politiques. Il doit être récréé et soutenu par les principales forces parlementaires engagées dans le progrès de l'Union.

En affichant une priorité résolue à l'économie sociale, l'Union Européenne peut renouer avec ses citoyens et ses territoires.

Claude Alphandéry
Président d'honneur du Labo de l'ESS



Michel Catinat
Président du Projet Europe, le Labo de l'ESS



Luigi Martignetti
Secrétaire Général de REVES

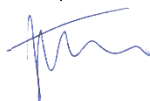
Christiane Bouchart
Président du RTES



Giuseppe Guerini
Président du CECOP-CICOPA Europe



Jan Olsson
Co-président de REVES



Juan Antonio Pedreño
Président de Social Economy Europe

Sébastien Perea
Secrétaire général de ConcertES

Jérôme Saddinger
Président de ESS France

Felice Scalvini
Co-président de REVES

Denis Stokkink
Président de Pour la Solidarité



Hugues Sibille
Président du Labo de l'ESS

